

A MAURICE | Présidentielles françaises

Nicolas Sarkozy obtient 50,7 % des suffrages

■ François Hollande recueille 25,66 % des voix



L'ambassade de France à Port-Louis, centre de vote pour la capitale, a accueilli hier 700 électeurs sur les 1 678 inscrits

Le président sortant de la République française semble avoir le vent en poupe à Maurice selon les résultats officiels du premier tour des élections présidentielles affichés à la mi-journée aujourd'hui devant l'ambassade de France à Port-Louis. Nicolas Sarkozy a recueilli 1 656 voix (50,7 %) contre 838 voix (25,66 %) pour son principal adversaire, François Hollande. Marine Le Pen a obtenu 245 voix, environ 7 % des suffrages exprimés.

Environ 3 300 ressortissants français vivant à Maurice ou Mauriciens ayant la nationalité française se sont

rendus hier aux urnes dans trois bureaux de votes – à Curepipe, Mapou et Port-Louis – dans le cadre du premier tour des élections présidentielles françaises.

7 075 électeurs sont inscrits à Maurice. Le centre de votes de Curepipe, en l'occurrence le Lycée Labourdonnaix, comprend le plus grand nombre d'inscrits, soit 3 141. Mapou arrive en deuxième position avec 2 256 inscrits alors que Port-Louis en compte 1 678.

1 469 électeurs ont voté à Curepipe, 1 131 à Mapou et 700 à Port-Louis. 34 bulletins ont été annulés.

SOCIÉTÉ | Pour les jeunes et les enfants

Le service d'écoute opérationnel en août

Le service d'écoute gratuit pour les enfants sera opérationnel en août prochain, annonce l'ONG Halley Movement, qui œuvre pour les enfants et le bien-être de la famille et qui est à l'initiative de ce projet. Le service comprend un site internet, www.helpline.mauritius.org, et une ligne verte, le 134, tous deux destinés aux enfants et aux jeunes qui souhaitent s'entretenir avec un conseiller en ligne.

Utiliser le chat, l'e-mail ou le téléphone pour sensibiliser les enfants et les jeunes sur les fléaux et enjeux de la société ou pour les informer sur leurs droits. Ce projet, sur lequel travaille le Halley Movement depuis quelques années, sera lancé en août. Cette ONG explique qu'elle met la dernière touche afin d'offrir la possibilité aux enfants et aux jeunes de parler avec un conseiller en ligne.

À travers le site internet www.helpline.mauritius.org, actuellement en construction, les enfants et les jeunes pourront solliciter un des conseillers qui seront disponibles en permanence par le biais du chat instantané, explique Mahendranath Busgopaul, secrétaire général du Halley Movement. Ils pourront entre autres poser leurs questions par mail ou obtenir des informations sur des sujets qui les préoccupent. Et en cas de besoin, des conseils ou consignes leur seront prodigués pour les diriger vers des autorités ou instances compétentes. Des conseillers ont été formés à cet effet. Une ligne verte, le 134, offrira par ailleurs l'opportunité aux enfants et aux jeunes de communiquer avec un conseiller.

LONG se dit en effet préoccupé par la montée des problèmes dans la société mauricienne et la famille, et des fléaux comme la drogue, la prostitution, la violence et le sida. Les cas de suicide rapportés récemment et qui

ont fait la une des journaux, la mendicité imposée aux enfants ou les menaces de mort sur les enfants suscitent l'inquiétude. « Ce service en ligne permettra aux jeunes d'obtenir des conseils et informations à tout moment gratuitement et sans avoir à divulguer leur identité », explique Mahendranath Busgopaul. « Il n'y a pas si longtemps, on avait relevé des incidents dans une école primaire de l'île, liés directement au bien-être des enfants plus précisément en ce qui concerne leur santé physique et psychologique. Les violences contre les enfants prennent des formes différentes. Ce service sera d'une aide aux victimes de violence », ajoute le secrétaire général du Halley Movement. (Ndlr : Mahendranath Busgopaul fait référence à des cas où des enfants se sont adonnés à la pratique d'automutilation en se taillant le bras avec des cutters il y a pratiquement un an de cela.)

La réalisation de ce projet se fait avec le concours de l'ONG Child helpline International, un réseau mondial de lignes d'assistance aux enfants œuvrant pour la protection des droits de l'enfant. Une correspondance a par ailleurs été envoyée au ministère de l'Éducation et des Ressources Humaines en vue de solliciter une réunion en ce sens et cibler les étudiants.

J.J.R

PTR/PMSD | Nita Deerpalsing :

« Bérenger a toujours eu besoin d'une béquille pour les élections »

Le Parti travailliste (Ptr) et le Parti mauricien social démocrate (PMSD) ont organisé samedi leur conférence de presse hebdomadaire à Port-Louis. Nita Deerpalsing (responsable de la communication du Ptr), Patrick Assirvaden (président du Ptr) et Lindsay Morvan (porte-parole du PMSD) ont commenté, entre autres, l'interview du Premier ministre et la situation économique. « Paul Bérenger a toujours eu besoin d'une béquille pour les élections », devait lancer Nita Deerpalsing.

La conférence de presse hebdomadaire du Ptr et du PMSD s'est tenue samedi matin à Port-Louis. Patrick Assirvaden a commencé son intervention en parlant du discours-programme. Il a concédé que plusieurs personnes prennent ce nouveau programme avec des pinnettes mais selon lui les économistes et les observateurs indépendants estiment que le gouvernement a donné un nouveau souffle à l'économie.

« Le Premier ministre means business », a affirmé Patrick Assirvaden. Il a fait les éloges du concept d'« État Océan » qui devrait créer des milliers d'emplois. « Le PM a constitué un comité au niveau du PMO qui démontre le sérieux et la volonté de mettre en pratique les éléments du programme ».

Le président du Ptr a ensuite qualifié sir Anerood Jugnauth (leader de l'alliance MMM/MSM) et Paul Bérenger (leader du MMM) de « récidivistes notoires dans le démantèlement des institutions ». Il a soutenu que les deux hommes ne respectent pas les institutions. Patrick

Assirvaden n'a pas manqué de rappeler la dissolution de l'Economic Crime Office (ECO), instance qui a été remplacée par l'Independent Commission Against Corruption (ICAC) au début des années 2000 par l'alliance MMM/MSM. « *Ti fer disparet enn institisyon pou sov enn minis* », a-t-il soutenu. Il a ajouté que les deux hommes ont mis en doute l'intégrité du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) et a demandé jusqu'où ils pourront aller. « *Demain ki sannla ou pou menase ? Chef Juge ?* »

Lindsay Morvan a quant à lui expliqué qu'il déploierait la bassesse des débats politiques de l'Opposition. Il a soutenu que quand Paul Bérenger et SAJ disent que le pays va à la dérive, c'est une insulte aux institutions indépendantes internationales. « *Sa bann institisyon la inn evalie nou dan enn fason indepan dan ek pe donn nou bann bonn notes* », affirme le porte parole des Bleus, en soutenant que c'est le travail de sept ans qui est récolté maintenant. Lindsay Morvan soutient que les



Nita Deerpalsing, Patrick Assirvaden et Lindsay Morvan samedi

agissements de l'Opposition provoquent le désintéressement de la population à la politique.

« Il y aura beaucoup d'opportunités pour les Mauriciens dans l'économie bleue (ndlr : la mer) », a affirmé le porte parole du PMSD. « *Nou ena limit lor nou territoirez mai nou l'océan li bokou* ». Selon lui, ce discours-programme est une « continuation du programme gouvernemental depuis 2005 ».

La responsable de communication du Ptr Nita Deerpalsing a vanté le discours-programme de son leader qui, selon elle, augmentera la qualité de vie des Mauriciens. Commentant l'absence annoncée des deux partis majoritaires de l'Opposition aux débats parlementaires, elle a soutenu que c'est une preuve qu'ils n'ont rien à dire. « *Pey zot pou sa* », a-t-elle déclaré en disant qu'il

y a une absence de débat démocratique.

Selon Nita Deerpalsing, les militants du N°18 (Belle Rose/Quatre Bornes) ont ras-le-bol de l'attitude de Paul Bérenger. « *Bokou dir nou ki zot gagn honte ek hi Bérenger inn vann bann militant a klan Jugnauth* », a-t-elle affirmé. Elle a invité le public à Vacoas pour le 1er-Mai, où elle promet des « révélations » sur la deuxième évaluation de Med-Point. « *Bérenger a toujours eu besoin d'une béquille pour les élections* », devait lancer la responsable de communication des Rouges.

Questionnée par *Le Mauricien* sur le rôle de Navin Ramgoolam dans l'alliance Ptr/MMM en 1995, Nita Deerpalsing a répondu que son leader ne peut être utilisé comme béquille.

ASHLEY VICTOR

MMM | Fourniture des produits pétroliers

La résiliation du contrat Mangalore Refineries Ltd/STC réclamée

Paul Bérenger a réclamé lors de la conférence hebdomadaire du MMM, la résiliation du contrat liant la State Trading Corporation à Mangalore Refineries Ltd. Le leader de l'opposition a souhaité le lancement d'un appel d'offres international.

Mangalore Refineries Ltd s'est prévalue de la clause de cause majeure pour suspendre temporairement ses activités et d'arrêter toutes les livraisons des produits pétroliers à l'exception de celles destinées à Maurice. Évoquant ce dossier samedi, Paul Bérenger a rappelé que dans le passé le MMM avait exprimé son désaccord concernant la conclusion d'un accord exclusif avec Mangalore Refineries Ltd. Il a expliqué que son parti avait trouvé que « *mettre tous les œufs dans un seul panier était dangereux* ». « *Nous n'étions pas d'accord avec la conclusion d'un contrat exclusif avec Mangalore Refineries sans passer par les appels d'offres. Mais Ramgoolam et Jeetah ont été de l'avant* », a déclaré Paul Bérenger.

« Je demande à la State Trading Corporation, maintenant que Mangalore a évoqué la clause de force majeure pour fermer temporairement ses installations, de profiter de cette occasion pour résilier le contrat avec Mangalore et de retourner à la pratique d'antan à savoir le recours aux appels d'offres interna-

tionaux et à la transparence pour l'achat de nos produits pétroliers », a souligné le leader de l'opposition. De plus, a observé Paul Bérenger, « le contrat liant la STC à Betamax a un rapport avec celui conclu entre la STC et Mangalore. Maintenant que Mangalore a été fermée, c'est l'occasion de revoir le contrat entre STC et Betamax ».

Concernant la fourniture des produits pétroliers, le leader mauve a observé que le ministre du Commerce Cader Sayed-Hossen a voulu être rassurant. « *Je souhaite qu'il ait raison. Cependant, selon l'Indian Express, le Managing director de Mangalore, M. Basu, aurait déclaré que : "Almost all shipments will be affected. We are trying to maintain the Mauritian supply." Ce qui est, selon lui, plus nuancé et moins rassurant* », a-t-il fait comprendre.

Le leader du MMM a aussi évoqué la nomination des membres de l'Equal Opportunities Commission. Paul Bérenger a, à cette occasion, dénoncé ce qu'il a qualifié de mensonge de Navin Ramgoolam pour avoir affirmé qu'il ne pouvait attendre que le leader

de l'opposition donne son accord pour aller de l'avant avec les nominations. Il a expliqué que le jeudi 12 avril vers midi il a reçu un appel téléphonique du Premier ministre concernant la nomination du président et des membres de l'Equal Opportunities Commission. Le PM lui aurait fait comprendre que le CV des membres allait suivre. Mais que c'est à son retour chez lui le soir, après avoir participé à des congrès organisés par son parti, qu'il a vu les documents que lui avait communiqués le Premier ministre. Cependant, il a fait part de son étonnement d'apprendre le lendemain que le Conseil des ministres avait approuvé la liste des membres. Paul Bérenger a affirmé qu'il n'est pas d'accord avec le choix du président de la Commission. La personne nommée (Brian Glover) n'est pas à sa place et « *maintenant qu'il a été nommé je lui conseille de se retirer tranquillement* ».

Paul Bérenger a aussi exprimé son opposition à la nomination « *d'un agent politique qui n'est pas à sa place* ». Le leader du MMM a affirmé que si demain une personne ayant recours à la Commission n'est pas satisfaite de son ruling et décide de contester sa légitimité, il est disposé d'agir comme témoin.

Paul Bérenger s'était au-

paravant déclaré très satisfait de l'Assemblée des députés de son parti ainsi que de la conférence de presse conjointe de SAJ et lui-même alors que, selon lui, le gouvernement « *a connu le flop avec le discours-programme et l'interview donnée par le Premier ministre à la presse parlée privée et publique* ». Il s'est déclaré convaincu que le meeting du 1er-Mai marquera « *le début de la fin de Navin Ramgoolam* ».

Le leader du MMM a finalement évoqué la publication de quelque 8 800 dossiers qui ont été acheminés à Londres durant les années 1940 alors que les Britanniques commencent à quitter les colonies. Paul Bérenger a expliqué que les Britanniques avaient effectué une destruction massive des documents durant cette période. Il a expliqué que dans le contingent de documents qui deviendront publics à compter d'avril de l'année prochaine, on recense des documents sur les Chagos. Il a souhaité que l'historien et universitaire Jocelyn Chan Low soit délégué pour aller les recueillir. Il a demandé au gouvernement de tout faire en vue d'obtenir ces documents qui pourront ensuite être déposés à la bibliothèque de l'Assemblée nationale.

J.M.P